

Conférence régionale Haute-Normandie
7 novembre 2009
Céline BRULIN

Excuser RB, coordinateur régional (Haute et Basse Normandie ne faisant qu'une au PCF). Participe à la conférence régionale de la Basse-Normandie.

Saluer présence MGB, secrétaire nationale de notre parti et qui a en charge de suivre la région Normandie dans le dispositif mis en place au sein de la direction nationale.

Notre conférence régionale a pour but, statutairement, de soumettre au vote des communistes, du 19 au 21 novembre, une option stratégique pour les élections régionales qui auront lieu les 14 et 21 mars prochains.

Dans l'offre qu'il a adoptée le 25 octobre dernier, le conseil national appelle en effet « *les communistes à prendre leurs décisions, région par région, en pleine connaissance de cette offre, en appréciant les possibilités de la conduire dans chacune de leurs régions, en prenant les décisions les plus utiles pour faire avancer les objectifs qu'elle énonce* ».

Ces élections régionales auront lieu dans le contexte de grave crise du capitalisme, qui s'enracine et se développe, avec de terribles ravages économiques, sociaux et humains.

Dans les filières automobile, chimique, pharmaceutique, verrière, ... qui forment le cœur de l'activité économique de notre région, les salariés sont de nouveaux victimes de chômage partiel. Les restructurations, les fermetures de sites, les plans de licenciements sont légion, avec une seule logique : réduire les coûts de production, les dépenses de recherche comme chez Sanofi Aventis, les investissements industriels pourtant à même de développer notre outil industriel et de le préparer aux mutations nécessaires.

Les difficultés sociales et la pauvreté s'accroissent, les CCAS et les associations caritatives voient affluer de plus en plus de demandes. Les problèmes de santé, de stress au travail, et même de sécurité des salariés atteignent des proportions dangereuses.

Les services publics continuent de reculer, en termes de présence sur notre territoire, comme en termes de contenus. Je pense évidemment à l'éducation, aux hôpitaux publics asphyxiés alors que l'état sanitaire de notre région est des plus préoccupant, au secteur énergétique victime d'une offensive du privé, avec l'entêtement à vouloir installer un terminal méthanier sur notre côte, aux transports, avec les difficultés récurrentes sur la ligne Le Havre-Paris, au moment même où de plus en plus de nos concitoyens font le choix du train pour se déplacer.

N. Sarkozy l'avait promis. Il allait réformer le capitalisme. Le moraliser. En réalité, il fait tout pour permettre aux actionnaires de retrouver au plus vite les taux de profit les plus élevés. Et on ne peut pas dénier son efficacité en la matière. Les banques retrouvent leur pleine santé et se lancent de nouveau dans des opérations spéculatives pendant que les PME trinquent, faute de crédits. Les grands groupes peuvent redistribuer des dividendes... et budgéter les futurs plans sociaux pour les accroître encore.

Loin d'apporter des solutions à la crise, la politique de la droite renforce la logique qui a mené à la catastrophe et ouvre la voie à une société pire encore demain qu'hier.

Avec le bouclier fiscal, et prochainement la suppression de la Taxe Professionnelle ou la mise en place d'une « taxe carbone », la droite développe une fiscalité qui prend dans les poches des modestes pour donner aux plus riches.

Après avoir cassé le code du travail pour livrer des salariés sans protection à un patronat toujours plus exigeant, elle invente la taxation des accidentés du travail. Cela tombe bien, ... ils sont de plus en plus nombreux, les scandales à répétition, dans un groupe comme Total, très présent dans notre région, en témoignent.

Après avoir organisé l'asphyxie des collectivités territoriales à travers une prétendue décentralisation transférant des missions d'État sans les moyens nécessaires, la droite s'engage dans la réforme des collectivités. Une réforme qui vise à empêcher les élus locaux d'opposer une résistance à ses choix et à leur imposer une politique unique : celle de la droite, en supprimant des milliers d'emplois de fonctionnaires et en réduisant un peu plus encore les services publics.

Après s'être attaqué aux grandes conquêtes issues de la Résistance et du programme de son Conseil national, la droite s'attaque en effet au modèle républicain français, en tentant de refonder une « identité nationale » débarrassée des idéaux issus de la révolution française, qui sont autant d'obstacles à une emprise totale du capital sur notre société. Cette thématique lui permet - au passage - de draguer une nouvelle fois l'électorat d'extrême droite dans la perspective des régionales. Elle charcute la France, la Seine-Maritime en particulier, pour priver le peuple de parlementaires communistes qui le défendent.

Cette droite entend mettre la main sur des régions, dirigées depuis 2004, pour 20 d'entre elles sur 22 par la gauche, pour se doter de nouveaux outils.

Nos 2 régions normandes sont un laboratoire en ce sens. S'appuyant sur le sentiment d'appartenance à la Normandie, dans son discours sur les collectivités territoriales à Saint-Dizier, Sarkozy évoque la réunification des 2 régions administratives pour en faire une seule... dirigée par la droite ! Il lance le Grand Paris, avec la volonté de faire une métropole jusqu'au Havre - dernier débouché de la droite sur la Manche - autour de l'axe industriel de la Seine en pleine déconstruction, les autres territoires régionaux étant promis au tourisme, dans le meilleur des cas.

La droite travaille à son rassemblement, depuis des années maintenant. Et elle est aujourd'hui prête à mettre en œuvre un scrutin uninominal à 1 tour, permettant une UMP, à 30 % ou 35 %, d'avoir la mainmise sur l'ensemble des pouvoirs, en 2014 avec l'élection des conseillers territoriaux, si ce n'est pas possible dès 2010.

Car la droite connaît aussi aujourd'hui des turbulences à la veille de ces élections régionales. La réforme de la Taxe Professionnelle ou celle des collectivités, que je viens d'évoquer, font réagir nombre d'élus locaux ou de sénateurs. Chacun a vu les prises de positions de Charles Revet, président du Conseil général de Seine-Maritime jusqu'en 2004, derrière Raffarin.

Dans le même temps, de Villepin sort de sa retraite, affichant sa filiation avec une droite républicaine, gaulliste, dont il ne faut sans doute pas minimiser la présence dans les rangs de l'UMP. Mais qui permet aussi à la droite de se renouveler, de dévoyer les éléments de contestation de la politique sarkozyste pour mieux servir les intérêts... de la droite elle-même.

Dans ce contexte, l'offre versée au débat par le CN propose de lancer un appel à *« toutes les forces, à toutes les femmes et les hommes de gauche représentatifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social, associatif, issus de la ruralité comme des grandes zones urbaines et de leurs quartiers populaires, à travailler ensemble pour que puisse s'exprimer dans les élections régionales de la manière la plus forte et la plus claire possibles la volonté de politiques et de majorités régionales résolument engagées à gauche »*.

Un appel à tout faire pour empêcher la droite de reconquérir les régions, en construisant des projets régionaux clairement ancrés à gauche, en créant autour de ces projets les conditions du rassemblement le plus large. Et en créant partout les conditions de majorités régionales de gauche, avec l'objectif de porter dans ces majorités des projets de transformation sociale réelle, jusque dans les exécutifs régionaux.

Sous la présidence de Claude LAINE, le groupe communiste au Conseil régional a pesé dans les politiques mises en œuvre dans notre région, s'attachant à faire réellement appliquer le contrat d'objectifs élaboré avec le Parti socialiste, le Parti Radical de Gauche et les Verts en 2004. Le groupe s'est notamment battu avec succès sur des critères favorables à l'emploi et à la formation pour l'attribution des aides ou des prêts aux entreprises, la mise en place d'une commission de contrôle de ces fonds, ou encore sur la prise en compte des problèmes spécifiques à notre région en matière de santé.

Nos 7 élus régionaux ont aussi été au cœur des batailles pour l'emploi, avec par exemple l'exigence, réaffirmée ces dernières semaines, que la région organise des assises de l'automobile pour défendre cette filière et ses emplois, promouvoir un nouveau développement industriel en Haute-Normandie, permettant de répondre aux enjeux d'avenir, en particulier les enjeux environnementaux.

Patrice DUPRAY a initié, comme les 14 vice-présidents communistes aux transports, une politique ambitieuse, permettant le développement des transports régionaux publics, dans le contexte d'une offensive visant à la libéralisation totale et la casse de la SNCF. Avec par exemple des tarifs sociaux pour l'accès du plus grand nombre, notamment les demandeurs d'emploi et les salariés, ou le renouvellement du matériel roulant.

Jean-Paul LECOQ, et aujourd'hui Christian JUTEL qui lui succède sur cette deuxième vice-présidence, ont acquis une véritable autorité en matière de santé, en mettant en œuvre des décisions pour aider les Hauts-Normands, pénalisés par une offre de soin très insuffisante, en menant un véritable combat au sein de l'agence régionale de la santé pour que les besoins soient entendus.

Jean-Paul a en effet dû abandonner son mandat en 2007 pour - faut-il le rappeler ? - devenir député !

Car nos élus communistes ont également investi leur mandat et le territoire régional pour de nouvelles conquêtes politiques, à l'image de Daniel PAUL ou de Christian CUVILLIEZ qui ont eux-mêmes suivi ce chemin, il y a quelques années maintenant.

L'enjeu est aujourd'hui de faire des régions des collectivités qui hissent leur résistance au niveau de l'offensive de la droite, et leurs politiques au niveau des réponses que la crise du capitalisme exige.

Ce niveau d'ambition est d'autant plus nécessaire que rien ne dit que les citoyens vont se mobiliser massivement pour élire leurs conseillers régionaux les 14 et 21 mars, d'autant que, cette fois-ci, il n'y aura pas d'élections cantonales en même temps, contrairement aux 2 précédents scrutins régionaux.

Il faut en effet apporter un nouveau souffle à la région Haute-Normandie pour initier la réindustrialisation de notre région. Avec un plan de relance des sites de production, l'impulsion de projets industriels d'avenir, les efforts de recherche indispensables pour aborder les mutations à venir, dans des domaines aussi divers que la pétrochimie avec la question de l'après-pétrole, de l'électricité avec la diversité des modes de production nécessaires aux besoins de notre pays, ou de l'automobile avec de nouvelles techniques de propulsion.

Cela nécessite non seulement des outils permettant le contrôle des fonds publics – comme ceux que nous avons imposés – mais aussi d'assortir les aides d'un pouvoir d'intervention dans les stratégies des entreprises pour les élus comme pour les salariés.

Le projet industriel élaboré par les salariés de Sandouville montre combien les salariés disposent de savoir-faire qui ne demandent qu'à être sollicités en ce sens.

Il faut un nouveau souffle à la Haute-Normandie pour développer l'éducation et la formation permettant le plus haut niveau de formation initiale, ainsi que tout au long de la vie, en associant les acteurs de l'éducation et de la recherche à la définition des filières et des structures de formations nécessaires.

Il faut un souffle nouveau à la Haute-Normandie pour reconquérir des services publics modernes et efficaces. La mobilisation en faveur de la Poste a montré l'attachement de nos concitoyens, leur volonté d'agir et l'efficacité d'un très large rassemblement concourant à l'expression de plus de 2 millions de Français.

Les hôpitaux publics ou les transports sont à la merci d'une offensive qui n'entend pas s'arrêter sur le chemin de la libéralisation, de la privatisation, et qui va nécessiter une posture de combat, associant très largement les citoyens.

Il faut un souffle nouveau à la Haute-Normandie pour développer des réseaux de communication et d'échange, rail, route, voie fluviale et liaisons aériennes, qui irriguent l'ensemble du territoire et assurent des liaisons avec les régions voisines.

Un souffle nouveau pour un développement équilibré du territoire haut-normand, respectueux de tous les bassins de vie, de leur identité et de leur complémentarité. Pour une politique de l'environnement audacieuse, fondée sur le respect des milieux naturels ou construits, porteuse d'égalité, assurant à chacun un égal droit à la santé, à la sécurité et au développement.

Il faut un nouveau souffle à la Haute-Normandie pour combattre efficacement la réforme des collectivités en faisant de la région une collectivité aux côtés des citoyens, avec des élus à l'écoute, disponibles et utiles aux luttes. Une région qui s'inscrit, sur la base de ses compétences, dans la proximité plutôt que de se réfugier dans la technocratie. Une collectivité dont la « gouvernance » doit être partagée et respectueuse des partenaires que sont les élus de tout le territoire, les représentants des syndicats ou des associations.

Quelle est la stratégie électorale la plus efficace pour répondre à ces objectifs ? Quelle stratégie pour rassembler et mobiliser le maximum de citoyens en faveur de ces objectifs partagés ? Quelle stratégie pour avoir le plus d'élus au service de cette politique, et notamment plus d'élus communistes ?

Voilà, concrètement posées, les questions auxquelles il convient de répondre en proposant une option stratégique régionale au vote des communistes.

Bien sûr, ces questions font écho aux débats qui traversent la gauche.

Avec la volonté pour une partie de la social-démocratie de se tourner vers la droite, rebaptisée centre. Chacun pense évidemment au débat qui anime le PS et aux prises de position de certains de ses leaders. Mais c'est davantage aujourd'hui du côté d'Europe-Ecologie que se font les passerelles. Chacun a pu voir le rôle joué par COHN-BENDIT en ce sens.

D'un autre côté, et comme en contre-point, certains considèrent qu'une partie de la gauche aurait vocation à combattre l'autre, favorisant de fait, le glissement à droite d'une social-démocratie en recherche de majorité.

Mais ce tableau - un peu caricatural - du débat à gauche ne doit pas masquer le refus qui s'exprime, de différentes parts, de se résoudre à ce paysage politique mortifère, qui laisserait pour longtemps la poignée à la droite, alors que sa politique est de plus en plus contestée.

Dans ce contexte, les communistes que nous sommes, qui incarnons la volonté de porter la transformation sociale au cœur même des institutions, avons une responsabilité déterminante.

Et tout particulièrement ici, en Haute-Normandie, où il n'est pas présomptueux de dire que nous sommes une force qui compte, avec de réelles capacités de rassembler l'électorat de gauche, sans exclusive.

Inutile de rappeler ici les législatives de 2007, où nous avons conservé le siège de Daniel, gagné celui de Jean-Paul. Inutile de développer longuement sur les résultats obtenus par les listes de rassemblement à gauche conduites par des maires communistes, aux dernières municipales. Ni sur la large et symbolique victoire de la liste conduite par Sébastien JUMEL à Dieppe. Ou sur le formidable score réalisé au Havre, confirmant notre légitimité et condamnant, sans appel, la division initiée par le PS. Le score réalisé aux sénatoriales dans l'Eure, en septembre 2008, avec le doublement de nos voix et de notre pourcentage. Ou encore la réélection de Jacky HENIN à la tête de la liste « Front de Gauche pour changer d'Europe », avec un gain de plus de 4 000 voix dans notre région.

Dans chacun de ces moments électoraux, nous avons su faire les choix permettant de conjuguer, indissociablement, une grande volonté de rassemblement face à la droite, en même temps que l'apport d'une « gauche combative ». Cette double dimension fonde à mon sens l'identité des communistes haut-normands et n'est sans doute pas étrangère aux succès électoraux que nous avons enregistrés.

Ces succès nous obligent aujourd'hui. Chacun a en effet conscience de la responsabilité qui nous incombe et des attentes que nourrissent à notre égard des dizaines de milliers d'électeurs qui se reconnaissent en nous.

Les camarades de l'Eure m'excuseront de faire référence au Conseil départemental de Seine-Maritime – mais, lors de notre dernière réunion, de nombreux intervenants ont pointé les limites du Front de Gauche au regard de cet enjeu. Depuis cette réflexion a traversé de nombreuses réunions de sections.

Un sondage réalisé par l'IFOP pour l'Avenir de Seine-Maritime confirme cet aspect. Vous disposez de quelques éléments de cette étude dans vos chemises, et elle est consultable dans les 2 fédérations.

Ce sondage montre, à travers les intentions de vote, l'espace politique qui est le nôtre. L'espace d'une gauche combattive et rassembleuse, portée par un jeune élu, incarnant notre capacité à nous renouveler, est aujourd'hui à 11 %.

C'est un chiffre très intéressant et un résultat qui le serait plus encore. A titre d'information, ce score, si nous parvenions à l'obtenir, nous permettrait d'échapper au seuil fatidique des 5 %, nous excluant d'une future majorité de gauche. Mais il ne nous conduirait pas à avoir, demain, davantage d'élus communistes, d'autant que nos éventuels partenaires auront assurément des revendications.

Le sondage montre en même temps la forte aspiration au rassemblement de l'électorat de gauche, et tout particulièrement de notre électorat. 56 % des électeurs de gauche appellent en effet de leurs vœux une liste de rassemblement des forces de gauche et écologistes dès le 1^{er} tour. Ce chiffre monte à 60 % dans notre électorat et même à 72 % dans l'agglomération havraise.

Ce sondage est un élément à prendre en compte dans notre réflexion, et ni plus ni moins que cela.

Parmi ces éléments il me revient également de vous faire état des rencontres, dans l'Eure et en Seine-Maritime, avec les différentes forces de gauche et écologistes, à travers les quelques ateliers que nous avons tenus ou encore lors de rencontres « bilatérales » entre formations politiques. En essayant de pointer ce qui peut permettre d'avancer dans nos objectifs comme les obstacles que nous devons examiner avec lucidité.

La Parti de Gauche nous a indiqué son refus de participer aux ateliers - limitant sa participation à 8 des ateliers nationaux. Lors de notre invitation à co-organiser ou à participer aux ateliers comme lors d'une rencontre récente, le PG nous a indiqué son refus de participer à toute initiative avec le PS. Il pose en effet comme préalable la volonté de construire une « autre gauche » pour reprendre ses propres termes. Et considère que les élections régionales sont une étape en ce sens. En Seine-Maritime, il semble compter beaucoup, pour avancer dans cet objectif, sur la Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique, la Gauche Unitaire, les Alternatifs, le NPA et nous-mêmes.

Mais le PG n'est pas homogène et son élue régionale nous a fait savoir qu'elle était favorable à une liste de rassemblement avec nous et le PS.

Sur la question de la participation à un exécutif régional, le PG l'envisage « si le rapport de force le permet » sans avoir pu nous donner beaucoup de précisions sur ce qu'il entendait concrètement par là, à l'échelle de la Haute-Normandie.

Gauche unitaire a participé aux ateliers, Michelle ERNIS indiquant au cours de celui de Rouen, qu'elle ne s'inscrivait pas dans une stratégie uniquement protestataire conduisant à l'isolement. Gauche Unitaire adopte une attitude respectueuse du processus démocratique interne à notre parti, à la différence du PG qui nous a expliqué vouloir organiser des interventions en direction de militants communistes pour les « pousser au choix du Front de Gauche ».

Le Parti Radical de Gauche nous a indiqué, en Seine-Maritime, vouloir une liste de rassemblement de la gauche dès le 1^{er} tour, nous faisant des offres de service pour créer un rapport de forces contraignant pour le Parti socialiste.

Le parti socialiste nous dit, depuis le mois de juillet dernier, sa volonté d'une liste de large rassemblement à gauche. Il nous l'a confirmé lors de rencontres lundi dans l'Eure et jeudi en Seine-Maritime. Il a multiplié les signes, ces derniers jours, pour montrer sa volonté d'intervenir auprès du président de région, pour un changement d'attitude, celle-ci suscitant le mécontentement dans ses propres rangs. Leur liste sera rendue publique le 3 décembre prochain, avec des places vacantes, car jusqu'au dernier moment, nous ont-ils dit, ils en appelleront au rassemblement.

Lors de la rencontre en Seine-Maritime, nous avons dit notre inquiétude sur la mobilisation très insuffisante que générerait une liste rassemblant les seuls PS et PCF, tout particulièrement dans notre propre électorat. Nous avons émis l'hypothèse d'une composante « société civile » permettant de rassembler des militants du mouvement syndical, social, associatif comme nous y invite l'offre faite par le Conseil national.

Christophe BOUILLON, secrétaire départemental du PS en Seine-Maritime, a émis la possibilité d'une liste PS - PCF - PRG - militants issus du MRC - GU avec une composante « société civile », ce qui est un élément nouveau.

Nous rencontrons les Verts, en Seine-Maritime, le 13 novembre prochain, à leur demande. Ils nous ont dit souhaiter un échange sur les scrutins à venir jusqu'en 2014. Ceux-ci, vous le savez, ont annoncé publiquement il y a quelques semaines maintenant, leur volonté de faire une liste Région-Ecologie en Haute-Normandie. Ils ont désigné leurs candidats (les Verts) et la presse s'est faite l'écho à plusieurs reprises de contacts, et même un peu plus, avec des ex-membres du Modem, en particulier Laure LEFORESTIER, adjointe au Maire de Pierre ALBERTINI, maire de Rouen, battu aux dernières municipales.

Enfin, nous avons donné un accord de principe au NPA qui souhaite nous rencontrer.

Chers Camarades, à la lumière de l'offre nationale, à la lumière de la réalité de notre région, dont que je viens d'essayer de rendre compte, à la lumière du débat déjà intervenu dans nos sections et fédérations respectives, et des échanges que nous allons pousser ici-même, ce matin, le bureau de notre conférence se réunira ce midi pour formuler une option stratégique pour la Haute-Normandie.

Elle vous sera soumise en début d'après-midi comme indiqué dans le déroulé de nos travaux.

Je vous invite donc à prendre part au débat, dès ce matin, en essayant de formuler le choix qui vous semble le plus efficace pour ne laisser aucune chance à la droite, menée par Bruno LEMAIRE, ministre de l'agriculture. Le choix le plus efficace pour que notre région soit plus et mieux encore, demain, un pôle de résistance à la droite. Et pour donner un souffle nouveau à la Haute-Normandie afin qu'elle contribue au recul des logiques capitalistes.

Et avant de vous laisser la parole, une dernière précision concernant la désignation de nos chefs de file, régional et départementaux, et de nos différents candidats. Une liste régionale en Haute-Normandie doit en effet être constituée de 2 sections départementales, composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Nous proposons que le processus de désignation de nos candidats, qui devra aboutir pour début janvier, intervienne une fois notre option stratégique déterminée. La nature des candidatures à travailler peut en effet sensiblement varier en fonction de nos choix stratégiques.